

EN ATTENDANT LA GRÈVE DE 3 JOURS RENOUELEBLE DE L'INTERSYNDICALE

# Le SNPSP satisfait de la mobilisation des praticiens

**Nullement découragés par les pressions et les ponctions sur salaires, les praticiens de la santé publique ont poursuivi hier leur grève. Le président du SNPSP avertit : l'avenir sera fait d'autres mouvements de protestation. L'Intersyndicale, qui regroupe les syndicats des praticiens, des spécialistes, des psychologues et des enseignants du paramédical, a déjà décidé d'une grève de trois jours renouvelable.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est une évaluation des plus positives des trois jours de grève que le président du SNPSP fait. Le Dr Merabet se félicite de la forte mobilisation et de l'adhésion des praticiens au mot d'ordre de grève à hauteur de 80% à travers les différentes wilayas. Une adhésion qui, selon le président du SNPSP, conforte le syndicat dans son combat en dépit des tentatives de casser le mouvement. En effet, des directeurs de structures de santé ont commencé à ponctionner les praticiens grévistes.

Des directeurs d'établissements de santé ont été destinataires d'une correspondance dans laquelle le ministère de la

Santé les informe que le mouvement de grève était illégal. Etrange ! commente le Dr Merabet, qui affirme que son syndicat n'avait été nullement convoqué par la justice et qu'aucune notification d'une décision de justice ne lui avait été adressée. Une pratique déjà utilisée par les prédécesseurs de Ziari à chacun des mouvements de grève. Pourtant, rappelle le Dr Merabet, l'actuelle ministre s'était engagé, dès sa prise de fonction, à respecter les libertés syndicales. Le SNPSP avait appelé à la grève pour exiger la satisfaction d'une plateforme de revendications avec en tête des exigences, l'application de l'accord négocié en 2011 sur le projet



L'Intersyndicale s'insurge devant le silence de la tutelle.

d'amendement du statut particulier des praticiens de santé publique. Le SNPSP exige l'application de l'article 19 du statut particulier relatif à l'accès au grade de principal et de principal-chef, une équivalence directe entre anciens et nouveaux diplômés de médecine dentaire et de pharmacie, la promulgation du régime indemnitaire transversal dans les termes négociés en

2011 avec application dès janvier 2008 et la revalorisation des primes spécifiques à la région du Grand Sud en prenant compte des salaires actuels. Des revendications en suspens depuis de longues années et pas encore prises en charge par la tutelle.

Des écueils retenus également par l'Intersyndicale des professionnels de la santé. Réunis mardi après-midi, ses membres

ont réévalué les engagements du Premier ministre en date du 31 janvier dernier qui avait donné instruction afin que soient prises en charge les revendications des différents syndicats du secteur. C'est l'absence de suites données aux instructions du Premier ministre, plus de deux mois plus tard, qui fait réagir l'Intersyndicale regroupant le SNPSP, le SNPSSP, le SNAPSY, et le SNPEPM.

L'Intersyndicale s'insurge devant le silence de la tutelle qui ne s'est toujours pas exprimée au sujet de la plateforme de revendications qui s'articule autour des statuts particuliers, des régimes indemnitaires et la discrimination en matière d'imposition entre les professionnels de la santé. C'est cette attitude qui justifie la décision prise d'appeler à une grève de trois jours, les 6, 7 et 8 mai prochain avec l'organisation d'un rassemblement national devant le ministère de la Santé le mercredi 15 mai.

N. I.

## PREMIÈRE JOURNÉE SCIENTIFIQUE DU PARAMÉDICAL

# Le personnel en quête de reconsidération

**Le rôle et la place du cadre paramédical dans l'établissement de soin de proximité ont été au cœur des débats hier, lors d'une journée scientifique organisée par l'Etablissement hospitalier de proximité de Sidi M'hamed, Bouchenafa, à Alger. Les paramédicaux, qui entament une grève nationale illimitée, à partir de lundi prochain, revendiquent un statut à la hauteur de leur fonction.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Selon M. Boughita Rachid, directeur de l'EPSP de Bouchenafa et organisateur de

cette manifestation, il s'agit de «tirer la sonnette d'alarme sur la situation de nos hôpitaux qui vont droit vers la dérive car il est grand temps d'agir pour récupérer ce qui est encore récupérable». Selon ce dernier, il faut réfléchir à mettre en place des actions pour mobiliser le personnel paramédical «démotivé».

Ce responsable interpelle les pouvoirs publics pour donner les moyens à ce personnel, cheville ouvrière des établissements de santé publique, le motiver et lui accorder ses droits socioprofessionnels pour mener à bien leur tâche. M. Boughita appelle à «reconsidérer le per-

sonnel paramédical et à le mettre à la place qui est la sienne». Seule manière, dit-il, de redonner aux établissements hospitaliers l'aspect humanitaire qu'il ont perdus.

Le corps paramédical, de son côté, continue de se battre pour arracher ses droits socioprofessionnels.

A l'appel du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), cette corporation entamera un mouvement de grève illimité à partir de lundi prochain. Le SAP revendique la délibération des textes d'application du statut du personnel paramédical. Il demande l'élaboration du dispositif por-

tant intégration des paramédicaux brevetés dans le nouveau statut et l'élaboration d'un calendrier de travail et des dispositifs réglementaires, afin de rendre effective la progression de carrières inexistante des paramédicaux de la santé publique, la mise en application effective et la normalisation des postes supérieurs, conformément au statut, et la mise en application d'un dispositif réglementaire accompagnant le nouveau statut, dans la nomination aux postes supérieurs des paramédicaux ainsi que la revalorisation des indemnités de gardes et de risques.

S. A.

## ALORS QU'UNE GRÈVE SE PROFILE

# Les hospitalo-universitaires rencontrent, aujourd'hui, Ziari

**Le ministre de la Santé, qui devra faire face à plusieurs mouvements de protestation dans le secteur à partir de la semaine prochaine, a-t-il décidé d'ouvrir les portes du dialogue ? Ziari rencontrera, aujourd'hui, le Syndicat national des enseignants chercheurs, hospitalo-universitaires dont le conseil national a entériné, dimanche dernier, le recours à la grève. Les deux parties réussiront-elles à trouver un terrain d'entente ?**

Les rapports qui semblaient tendus entre le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires vont-ils s'apaiser ?

Ziari se réunira aujourd'hui avec le syndicat des hospitalo-universitaires. Une réunion décisive pour calmer la tension avec le partenaire social qui a décidé de recourir à la protestation pour pousser ses deux tutelles, en l'occurrence la santé et l'enseignement supérieur, à engager des discussions.

Le syndicat des hospitalo-universitaires, qui a tenu son conseil national dimanche dernier, envisage de déclencher une grève des soins et de l'enseignement en sciences médicales en raison de la situation «de blocage dans laquelle se retrouve sa plate-forme de revendications».

Dans un communiqué rendu public, le syndicat dénonce la lenteur dans la prise en charge de son dossier lié aux chefferies d'unité et la régularité des concours. «Peut-on accepter qu'un concours aussi prestigieux pour une université que celui



Ziari veut calmer la tension avec le partenaire social.

de professeur chef de service hospitalo-universitaire soit organisé d'une manière aussi cacophonique et avec autant d'amateurisme ?

Listes des postes ouverts au concours multiples, information défailante, ouverture et fermeture de service dans l'opacité la plus totale sont quelques-unes des caractéristiques de l'organisation de ce concours», dénonce le syndicat qui s'interroge, par ailleurs, sur les raisons qui empêchent les départements de Ziari et de Harraoubia à s'asseoir autour d'une table «pour trouver des solutions à des problèmes et des dossiers relevant de leurs départements respectifs».

Le département de Ziari semble avoir décidé de ne pas se mettre à dos les hospitalo-universitaires.

Cependant, le secteur devra faire face aussi, dès la semaine prochaine, à la colère de plusieurs syndicats du secteur de la santé publique qui entameront des mouvements de protestation.

S. A.